

OBJET : PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Vu l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la circulaire ministérielle du 15 juin 1998,

Vu la circulaire ministérielle du 17 janvier 2006.

Je vous rappelle qu'il existe différentes prestations :

* L'aide aux familles : la prestation pour la garde des jeunes enfants, l'aide aux parents en repos.

* Les séjours d'enfants : les centres de vacances avec hébergement (colonies de vacances), les centres de loisirs sans hébergement (centres aérés), les séjours en centres familiaux de vacances et séjours en établissements des gîtes de France, les séjours en classe de neige, mer ou nature (classes de découverte), les séjours linguistiques.

* Les mesures propres aux enfants handicapés ou infirmes : l'allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes de moins de 20 ans, les séjours en centres de vacances spécialisés pour handicapés, les séjours d'enfants handicapés de moins de 20 ans en maisons ou villages familiaux de vacances, l'allocation spéciale pour jeunes adultes atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans.

Sont susceptibles de bénéficier des prestations, les agents exerçant à temps complet ou à temps partiel, et les agents exerçant à temps non complet : titulaires et stagiaires en position d'activité ou en position de détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public territorial, et non titulaires en situation d'activité.

Vous avez accepté le principe des prestations d'action sociale en 2005, je vous remercie de reconduire le dispositif pour l'année 2006.

Comme ces taux sont applicables dès le 1^{er} janvier 2006, les agents concernés par le versement de ces prestations sociales percevront, le cas échéant, un rappel à compter du 1^{er} janvier 2006.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE des membres présents

DECIDE le versement pour l'année 2006 des prestations d'actions sociale, conformément aux dispositions citées plus haut.

PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget primitif.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET

VILLE D'OULLINS
TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2006

NATURE DE LA PRESTATION	montant en Euros 2006	CONDITIONS INDICIAIRES (brut)	AGE MINI OU MAXI	DUREE MAXI DU SEJOUR	OBSERVATIONS
Prestation pour la garde des jeunes enfants	2,68		-3 ans		selon plafond de ressources
Aide aux parents en repos	19,88	sans	-5 ans	35 j/an	Taux journalier
Centres de vacances avec hébergement	6,38 9,67	579 579	- 13 ans 13-18 ans	45 j/an 45 j/an	Un séjour ou plusieurs
Centres de loisirs sans hébergement	4,62	579	-18 ans		2,31 euros par ½ journée pas de limite durée
Maisons familiales et villages familiaux de vacances agréés et séjours en gîtes de France	6,72 6,38	579	-18 ans (-20 ans pour enfants handicapés)	45 j/an	Pension complète autres formules
Classes de neige, mer, nature, classes de découverte, classes du patrimoine dans le second degré	66,20	579	0 - 18 ans	31 j. maxi	21 jrs consécutifs au minimum ou 3,15 euros/jour pour des séjours d'une durée au moins égale à 5 jours et inférieure à 21 jours
Séjours linguistiques	6,38 9,67	579	-13 ans 13-18 ans	21 j. maxi	selon plafond de ressources
Allocation aux parents d'enfants handicapés	139,21	sans	-20 ans		Versée uniquement aux bénéficiaires de l'allocation mensuelle d'éducation spéciale
Centre vacances spécialisés handicapés	18,22	sans		45 j/an	
Allocation spéciale pour enfant atteint d'une maladie chronique ou d'une infirmité poursuivant des études ou un apprentissage	110,14	sans	+20 ans et -27 ans		Bénéficiaire allocation éducation spéciale

